

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ENTREMONT ALLIANCE

25 FAUBOURG DES BALMETTES
74000 Annecy

Code AIOT : 0005500070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement ENTREMONT ALLIANCE implanté dans la zone industrielle de Bellevue à SAINT-AGATHON (22200). L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre des investigations complémentaires suite à la pollution survenue le 30 août 2023 dans la rivière du Trieux.

Une vérification du respect des niveaux de prélèvements d'eau a été réalisée dans le cadre du récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/2022.

Elle a également pour but d'échanger sur les circonstances du départ d'incendie dans la tour de séchage MSD du site et sur les actions mises en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREMONT ALLIANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DE BELLEVUE 22200 Saint-Agathon
- Code AIOT : 0005500070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine ENTREMONT ALLIANCE de St-Agathon est spécialisée dans le stockage, le traitement et la transformation du lait ou des produits dérivés du lait.

Elle réalise deux activités principales :

- une activité « Laiterie » avec la production de poudre de lait et de lactosérum concentré ;
- une activité « Fromagerie » avec la production d'emmental et de fromage à pâte pressée non cuite.

Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2016, au titre de la rubrique principale n°3642-3, qui acte sa soumission à la directive sur les émissions industrielles (dite IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des installations de prétraitement des eaux résiduaires industrielles;
- vérification des données d'autosurveillance régulière des rejets aqueux;
- vérification des niveaux de prélèvements et consommation d'eau sur le site en 2023;
- échange sur les circonstances du départ d'incendie dans la tour de séchage MSD le 16/11/2023 et les actions mises en oeuvre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien et conduite des installations de pré-traitement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4	Sans objet
7	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 2	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1	Sans objet
3	Pré-traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.3	Sans objet
5	Eaux pluviales - séparateurs hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 29/07/2016, article 4.3.4	Sans objet
6	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9	Sans objet
8	Pollutions et nuisances	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1	Sans objet
9	Incident - tour de séchage	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les rejets d'eaux résiduaires industrielles sont bien prétraités sur le site ENTREMONT avant raccordement au réseau collectif et traitement à la station d'épuration collective mixte de Grâces.

L'activité et les conditions de fonctionnement et de surveillance des installations de prétraitement ne permettent pas d'identifier des dérives pouvant être à l'origine de l'obstruction de la canalisation identifiée dans la pollution du Trieux le 30 août 2023.

Les résultats d'autosurveillance enregistrés dans GIDAF sont conformes.

Les capacités de production sont respectées.

Les niveaux de prélèvements d'eau en cours sont respectés pour l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

</

N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 17/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : La SAS ENTREMONT est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 12 mois : - l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2016, autorisant la société SAS ENTREMONT ALLIANCE pour l'exploitation d'une installation de collecte et de transformation de lait d'une capacité maximale de 1 933 805 L éq lait/jour sur le territoire de la commune de Saint-Agathon (22), 3 avenue de l'Hippodrome, zone industrielle de Bellevue.

- Article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2016:

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre les incendies ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Eau souterraine : 300 000 m³
- Réseau d'eau potable : 480 000 m³
- Soit un total de 780 000 m³

Constats :

- Rappel du constat n°3 du rapport d'inspection du 26/09/2022:

" La consommation d'eau globale selon les données recueillies auprès de l'exploitant sont les suivantes:

- 2020: 1059812 m³,

- 2021: 968552 m³.

Le prélèvement sur le réseau est de 747000 m³ et de 221000 m³ en provenance des forages.

Le prélèvement sur le réseau est 55% supérieur à celui autorisé."

Les données issues de GEREP montrent des prélèvements d'eau suivants pour l'année 2022:

- Réseau eau de villes AEP: 653533 m³

- Eaux souterraines (forages): 232166 m³

- Total prélèvement: 885699 m³.

Le tableau suivant reprend une synthèse des données de prélèvements pour l'année 2023 en cours, présentées par l'exploitant le jour de la visite.

- Réseau eau de ville (AEP): (rappel niveau autorisé AP du 26/07/2016: 480000 m³)

Consommation au 22/11/2023: 405730 m³

Projection de consommation au 31/12/2023: 460000 m³

Projection de consommation à horizon 2025 (si décret REUSE): 400000 m³

- Forages (FE1, FE2 et FE3): (rappel niveau autorisé AP du 26/07/2016: 300000 m³)

Consommation au 22/11/2023: 223123 m³

Projection de consommation au 31/12/2023: 250000 m³

Projection de consommation à horizon 2025 (si décret REUSE): 250000 m³

- Prélèvement total: (niveau autorisé AP du 26/07/2016: 780000 m³)

Consommation au 22/11/2023: 628853 m³

Projection de consommation au 31/12/2023: 710000 m³

Projection de consommation à horizon 2025 (si décret REUSE): 650000 m³.

L'inspection constate une baisse actuelle des volumes d'eau prélevés. Les projections estimées pour la fin d'année 2023, montre que l'exploitant sera en mesure de respecter les niveaux de prélèvements d'eau autorisés.

L'exploitant rappelle que le bilan hydrique est positif (+ 7%).

Des actions pérennes de réduction des consommations d'eau sont mises en œuvre sur le site depuis 2018.

Les principales actions suivantes sont présentées par l'exploitant 2022 (2ème semestre 2022 et 2023:

- passage de la NEP en eau de forage: gain de 250 m³/j / 91250 m³/an;
- contrôles des circuits et optimisation des eaux de refroidissements: gain de 130 m³/j / 47450 m³/an;
- lavage tunnel moule et balancelle en eau de forage: gain de 40 m³/j / 14600 m³/an;
- arrêt des dilutions des laits préconcentrés pour le séchage (évapo en mode finisseur): gain de 75 m³/j / 27379 m³/an;
- pousse des cuves de fromageries et des groupes de sous-tirage sous-vide en eau de forage: gain de 50 m³/j / 18250 m³/an;
- projet de réutilisation des ECML (NEP usine et lait cru): gain de 400 m³/j - 146000 m³/an.

<p>Un audit extérieur par la société NALCO a été réalisé en 2021.</p> <p>Le diagnostic du programme ECOD'O a été réalisé en mai 2023. Des actions sont identifiées dans le diagnostic avec des économies potentielles caractérisées.</p> <p>Le suivi de la consommation d'eau est documenté et une sensibilisation des responsables et opérateurs est réalisée régulièrement (présentation des indicateurs de consommation d'eau par secteur d'activité en CODIR, transmission des indicateurs par mail aux responsables pour information des équipes en point hebdomadaire). Les relevés des consommations d'eau et le plan des mesures d'économies d'eau ont été transmis à l'inspection.</p> <p>En conséquence, la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/2022 est vérifiée. La mesure administrative est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Pré-traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de pré-traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition.) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment). [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Les eaux résiduaires industrielles de l'activité sont pré-traitées sur le site avant raccordement au réseau et traitement à la station d'épuration collective mixte de Grâces.</p> <p>- Caractéristiques des ouvrages observés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poste de relevage; • deux bassins tampon équipés de turbines pour l'aération et l'agitation des effluents; • des cuves de stockages de polymère, d'acide sulfurique et de coagulant; • un dispositif de traitement physico-chimique avec des systèmes d'injections de coagulant et flocculant; • des flotateurs à eau pressurisé; • deux bennes de stockage de boues; • un dispositif de comptage et de prélèvement équipé d'un canal de mesure débitmètre et d'un échantillonneur fixe automatique asservie au débit sur une durée de 24 heures; • un système de traitement de l'air vicié par charbon actif. <p>Les équipements et automatismes de l'installation de pré-traitement observés le jour de l'inspection étaient en bon état de fonctionnement.</p> <p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra néanmoins:</p> <ul style="list-style-type: none"> • remplacer la bâche dégradé sur un bassin tampon (prévu courant décembre); • justifier que l'échantillonnage automatique se fait sous température contrôlée (température entre 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement). <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien et conduite des installations de pré-traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. [...]
Constats : L'installation est équipée d'un système de contrôle et de commande par automate fonctionnel, asservi à un dispositif d'alarme. La conduite et le pilotage de l'installation est assurée par un prestataire externe. Le registre mentionné fera l'objet d'une vérification a posteriori de l'inspection.
Observations : L'exploitant devra transmettre au service d'inspection le registre mentionné à l'article susvisé pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Eaux pluviales - séparateurs hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume de boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous le cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des bues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les séparateurs hydrocarbures font l'objet d'un entretien régulier selon l'exploitant.
Observations : L'exploitant devra transmettre les deux derniers justificatifs d'entretien et de vidange des séparateurs hydrocarbures, avec les bordereaux de suivi des déchets (BSD) associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Les effluents aqueux pré-traités sont rejetés dans le réseau collectif au point de raccordement défini dans l'article 4.3.5. Un arrêté de la collectivité en charge du réseau, pris au titre de l'article L 1331-10 du code de la

santé publique, et complété le cas échéant d'une convention signée des deux parties, encadre les modalités de rejet.

Les effluents ainsi collectés sont dirigés vers la station de traitement de Grâces.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif, les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définis ci-dessous.

Débits max autorisés (en m ³ /jour)		Code SANDRE	2000 m ³ /jour	
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)		Flux (kg/j)	
			Novembre à Juillet	Août à Octobre
DCO	1900	1314	2750	
DBO ₅	1080	1313	1900	
MES	250	1305	300	
NTK*	100	1319	140	
Pt*	30	1350	45	35

* Pour l'azote et le phosphore la conformité s'évalue en moyenne mensuelle, la concentration sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas en tout temps le double de la valeur limite fixée.

Constats :

Les résultats enregistrés dans la base de données d'autosurveillance des eaux superficielles GIDAF, montrent des résultats conformes pour l'ensemble des paramètres sur la période de janvier 2023 à octobre 2023.

Un seul dépassement en volume est observé au mois de juillet 2023 (max: 2029 m³ - VLE: 2000 m³).

Une surveillance trimestrielle des substances dangereuses (SDE) est réalisée par l'exploitant.

Une synthèse des résultats d'analyses a été transmise à posteriori de l'inspection.

Les concentrations pour les paramètres suivants sont recherchées:

- Métaux: Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Zinc
- COV: chloroforme,
- Dérivés du phénol: 4-nonyphénol,
- Divers: acide monochloroacétique.

Une surveillance mensuelle des SEH (Substances Hextractibles à l'Hexane) est réalisée en entrée de station.

A noté que les concentrations observées sont inférieures à la valeur limite fixée pour les installations de traitement du lait soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2230.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2016, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau séparatif et déversées dans le réseau pluvial sous maîtrise d'ouvrage collective, puis dans le bassin d'orage collectif d'une capacité totale de 12000 m³, dimensionné pour recevoir les eaux pluviales de la zone industrielle de Bellevue.

Les caractéristiques et le positionnement des points de rejets sont définis dans l'article 4.3.5.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet, les valeurs limites en concentration des eaux pluviales définies ci-dessous:

Paramètres	Concentrations maximales (mg/litres)
Température	30°C
pH	5,5-8,5
DCO	125

DBO ₅	30
MES	35
NGL	10 (pour les rejets > 12°C)
Pt	1
HAP	15

Constats :
La synthèse des résultats d'analyses réalisés sur les eaux pluviales en 2022 et 2023 transmise au service d'inspection fait apparaître deux zones : Zone Nord, Zone Sud.
Les paramètres analysés sont les suivants: DCO, DBO5, HC, MES, Plomb, Zinc.

Les paramètres T°C, pH, NGL, Pt et HAP n'apparaissent pas dans cette synthèse, conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.

Observations :
L'exploitant devra:

- transmettre au service d'inspection les rapports des analyses effectuées en 2022 et 2023;
- confirmer la localisation des points de rejets présentés à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/07/2016 et préciser la correspondance avec les zones Nord et Sud;
- mettre en œuvre les analyses pour l'ensemble des paramètres réglementés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1
Thème(s) : Risques chroniques, Dangers et inconvénients des installations
<p>Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats : Une pollution de la rivière Le Trieux au niveau du pont de Sainte-Croix à Grâces est survenue le 30 août 2023. Cet accident a été causé par l'obstruction par des matières organiques (bouchon de types graisseux) et la montée en charge d'un réseau d'eaux usées provenant de la zone industrielle de Bellevue, au niveau de la rue de Penquer à Grâces, selon les recherches menées par le gestionnaire du réseau. Ces eaux usées se sont déversées dans la rivière via le réseau d'eau pluviale. Des investigations sont en cours par la collectivité et le prestataire de suivi pour identifier l'origine et la zone de déversement.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le prestataire de suivi de la station n'avait pas observé de dysfonctionnements et de dérives de l'installation de prétraitement sur cette période, ayant pu occasionner cet accident.</p> <p>Au regard des éléments observés le jour de la visite, il n'y a pas de lien avéré entre l'activité, le fonctionnement du site et l'obstruction du réseau par un bouchon de type graisseux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Incident - tour de séchage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche notification accidents/incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé le service d'inspection le 17/11/2023, de la survenue d'un départ d'incendie le 16/11/2023 dans la tour de séchage MSD. Le délai de prévenance à l'inspection est satisfaisant. Les circonstances de cet incident et les actions mises en œuvre par l'exploitant ont été présentées le jour de l'inspection. La fiche de notification d'accident/incident a été transmise au service d'inspection dans le délai imparti. - <u>Circonstances</u> : Départ d'incendie au niveau du vibro-fluidiseur à poudre (équipement permettant de granuler la poudre et situé à l'étage 2 de la tour). Cet équipement réceptionne la poudre séchée à une T°C de 40°C, avec différentes phases de refroidissement avant conditionnement. Au delà de 70°C dans l'enceinte de l'équipement, une sonde de détection actionne le déclenchement du système d'extinction par noyage. En haut de la tour MSD (étage n°5), le liquide laitier est pulvérisé par 4 buses à une pression de 200 - 250 bar dans une enceinte cylindrique contenant un air chaud à 260°C entraînant l'évaporation directe de l'eau du lait. La poudre obtenue est entraînée par un flux d'air et séparée par un cyclone puis circule dans un vibro-fluidiseur avant conditionnement. Un défaut a été constaté sur une buse de pulvérisation présentant un joint vétuste. Des écoulements de lait hors de la buse ont provoqué une agglomération de matières noircies concentrées au niveau des buses (signe de fuite de produits). Sous haute température la matière est rentrée en incandescence (comme du charbon) et est retombée en bas de la tour au niveau du vibro-fluidiseur. Une déflagration et l'apparition de flammes remontant dans la gaine d'extraction a été observé par un opérateur. L'augmentation de la T°C dans l'équipement a actionné la détection et déclenché le noyage de la tour. Un automatisme permet le déclenchement d'une guillotine afin de stopper le flux des poudres vers le conditionnement. - <u>Actions</u> (suivant les recommandations de l'audit GEA réalisé les 23 et 24/11): <ul style="list-style-type: none">• changement des joints de chaque buse toutes les semaines. (Auparavant ceux-ci étaient changés quand il était vétuste)• modification du serrage des buses par une clé dynamométrique;• révision de la procédure de vérification du test de filtration;• nettoyage des équipements;• vérification par un alpiniste de l'intégrité de la tour.

La tour a été remise en fonctionnement après un de fabrication et surveillance sanitaire, dans le cadre du PMS.

- Commentaire de l'exploitant:

Il en ressort que l'installation d'extinction via le noyage de la tour a parfaitement fonctionné.

Le personnel a parfaitement réagi de part sa maîtrise de l'action (observations des filtres, appel du Sdis,...).

- Conséquences:

- Perte produits: estimée à environ 700kg - 1 tonne.
- Pas de conséquences environnementales: Traitement des matières (aspect grumeleux et non compact dirigées vers le prétraitement du site), pas de dispersion de fumée dans l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite